

Sueur (PS), la décentralisation « droit au but »

Le sénateur du Loiret plaide pour une loi « moins bavarde » et « plus offensive ».

SOLENN DE ROYER

SÉNAT Une loi de décentralisation « moins bavarde, plus nette, plus claire, plus offensive », pour « organiser les collectivités locales de demain » : voilà qui a le mérite d'être clair. Le sénateur PS Jean-Pierre Sueur n'a pas mâché ses mots vendredi au « Talk-Orange-Le Figaro » : « Il faut une loi de décentralisation qui aille droit au but, explique-t-il. Quelle organisation territoriale voulons-nous pour la France du XXI^e siècle ? Nous avons besoin de régions fortes, de métropoles et de communautés d'agglomération fortes. Il faut faire des choix. » Le sénateur du Loiret juge qu'une réduction des budgets des collectivités locales, demandée par le gouvernement dans le cadre de la réduction des déficits publics, est nécessaire :

« Il faut savoir ce que l'on veut, a-t-il répété. Chacun doit prendre sa part de l'effort, y compris les collectivités. » C'est la raison pour laquelle Jean-Pierre Sueur se dit également favorable à l'augmentation des PV de stationnement, qui financerait le Grand Paris : « Il y a une telle anarchie parfois, il faut bien prendre des mesures pas très populaires. »

« Mesures courageuses »

De manière plus générale, le président de la commission des lois au Sénat estime que François Hollande et Jean-Marc Ayrault ont pris des « mesures courageuses pour relancer la compétitivité, créer des emplois, réduire les déficits ». « Ce qu'ils font est difficile mais nécessaire, martèle-t-il. Je les soutiens non pas avec un visage triste mais du fond du cœur. Je ne suis pas d'accord avec tous ceux qui jouent dans

les coins (...). Il faut du courage, donc de l'impopularité. Il faut beaucoup de ténacité, ils en ont. » Seul bémol apporté par Sueur, constat partagé par de nombreux socialistes, y compris dans le proche entourage du président : « On a peut-être eu tort de ne pas dire au départ la gravité de la situation (...). Nicolas Sarkozy a laissé la France avec un grand endettement, un grand déficit, un commerce extérieur en berne et beaucoup de chômage (...). Nous aurions dû le dire tout de suite. »

Il a souhaité que le non-cumul des mandats s'applique « le plus vite possible ». « Il ne faut pas, sur cette affaire là, marcher en crabe, ne pas faire comme si on avait peur d'y aller, a-t-il argué. C'est une bonne réforme, il faut la présenter avec enthousiasme, ne pas faire comme si on allait à l'abattoir (...). Il faut être battant là-dessus ! » ■

